

# Plan stratégique Dessin de l'avenir 1

L'idée de restructuration fut lancée à N'Djamena, elle fit son petit bonhomme de chemin pour devenir une vision stratégique à Accra en 1998, puis prit la forme d'un Plan stratégique de coopération pour la recherche et le développement agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre à Dakar en 2000. Dedans, le Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricole scrute les quinze prochaines années de sa vie, 1999-2014. La chronique, qui commence dans ce numéro, en relate les péripéties.

*QUI VEUT L'HÉRISSON POUR MONTURE*  
« dépensera tous ses biens pour une selle ». Si l'éducation est une priorité, si l'action du Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricole doit s'inscrire dans la mouvance du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, alors il est tenu de renforcer les capacités humaines et institutionnelles et d'inciter à s'y impliquer tous les acteurs agricoles. C'est comme cela qu'on se projette dans l'avenir en se préparant aujourd'hui, comme le recommande cet adage wolof. Surtout quand on n'est pas seulement assailli de problèmes éducatifs. L'ayant bien assimilé, l'Organisation sous-régionale s'est doté, il y a quatre ans, d'un Plan stratégique de coopération pour la recherche et le développement agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre pour la période 199-2014. L'objectif visé est d'identifier les priorités de la coopération sous-régionale, d'établir le cadre de négociation et de dialogue entre les différents partenaires et d'en proposer un mécanisme de financement durable.

L'œuvre est relevable, mais les défis ne sont pas à occulter. Les pays de la sous-région font partie des plus pauvres au monde. Sur 280 millions d'habitants, 100 millions vivent en-dessous du seuil de pauvreté (moins de 1 dollar par jour) parmi lesquels 45

à 80 % et 30 à 35 % de citoyens. Or, l'agriculture contribue pour plus de 35 % à la formation du produit intérieur brut, pour 40 % des exportations et pour 70 % de la main-d'œuvre. A partir du milieu des années 70, les importations de denrées alimentaires, surtout de céréales, ont considérablement augmenté. L'alerte est à son comble, d'autant que la sous-région, regorgeant d'un potentiel agricole favorisé par différentes conditions agroécologiques, est susceptible de produire assez d'aliments de base et de cultures de rente pour nourrir ses populations et développer des marchés viables et compétitifs pour les céréales, les légumes, les racines, les tubercules, les produits de l'élevage, de la forêt et de la pêche. La rapide croissance démographique – 2 à 3 % par an – offre aux producteurs des opportunités certaines de commercialisation de leurs produits agricoles.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, la recherche agricole a eu un impact positif sur la production d'un certain nombre de cultures importantes. Suite, en effet, à la disponibilité de meilleures variétés et à l'introduction de nouvelles approches de protection des végétaux développées par les SNRA, on a noté une croissance continue de la production pour la plupart des cultures à partir du milieu des années 80. La Banque mondiale a fait le même constat que la production vivrière a considérablement augmenté au cours des années 90 : 10 % en Guinée, 12 % au Ghana, 20 % au Nigeria et 25 % au Bénin. En 1980, le retard de l'offre en vivres, qui était de cinq ans par rapport à la demande avec une production égale à celle consommée en 1975, a été réduit à trois ans en 1993.

## Le clou des réformes attendues

Il est donc impérieux que ce gap soit définitivement comblé pour l'avènement de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté, et ce, grâce à une recherche ciblée et suivie d'une application des technologies générées. Chercheurs et producteurs, travaillant en collaboration, devraient pouvoir satisfaire les besoins alimentaires des villes grâce à l'augmenta-



notamment le transfert des technologies.

Le long processus, qui a conduit à l'élaboration de ce Plan stratégique, a impliqué, à l'échelle nationale, zonale et sous-régionale, tous les acteurs agricoles, sans exclusive, au moyen de la méthode participative – système de consultations et d'ateliers fondés sur le consensus, conférence électronique, planification, etc. Ces grandes « messes » ont défini les domaines prioritaires de recherche selon l'approche thématique et l'approche systémique (voir encadré). Donc le CORAF/WECARD concentrera les financements, la recherche et la vul-

garisation sur ces domaines qui sont les plus porteurs, c'est-à-dire les cultures vivrières ou de rente les plus rentables et le bétail destiné à la consommation et à l'exportation, et privilégiera les partenariats régis par les principes d'intérêt commun, d'équité, de solidarité, de transparence et de durabilité

tion ou, plus exactement, au triplement de la production d'ici 2025, tout en préservant les ressources naturelles. La production tout comme la productivité sont à intensifier pour suivre la croissance des marchés urbains et leur rapprochement des zones de production. En zone sahélienne de l'Afrique de l'Ouest, en zone côtière de l'Afrique de l'Ouest et en zone d'Afrique centrale, les trois zones d'intervention retenues dans le Plan, on s'attend que les relations entre la ville et la campagne se renforcent, consolidant ainsi la compétitivité des produits agricoles et assurant des revenus plus substantiels aux producteurs. Dans cette stratégie, la biotechnologie n'a pas été oubliée, ses effets bénéfiques peuvent profiter à la production agricole, si elle est développée et appliquée tout en évaluant ses risques ou méfaits. Le clou de ces réformes attendues c'est, bien évidemment, l'implication des utilisateurs des résultats de la recherche dans tout le processus, qui facilitera

**Contact :** Paco Sérémé  
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP,  
CP 18623, Sénégal  
Tél. : (221) 825 96 18  
Fax : (221) 825 55 69  
E-mail : [paco.sereme@coraf.org](mailto:paco.sereme@coraf.org)  
Internet : [www.coraf.org](http://www.coraf.org)

## Priorité domaines prioritaires

L'approche par thèmes touche le coton, les légumineuses à graine, le palmier à huile, le maïs, le riz, le mil, le sorgho, le café, le cacao, le caoutchouc, le bois, la banane, le plantain, les fruits et légumes, les racines et tubercules, la viande, le lait, le poisson, la gestion des ressources génétiques, la biotechnologie, la biométrie, l'information et la communication et le transfert des technologies.

L'approche par systèmes de production touche les cultures pluviales – céréales et coton –, les cultures irriguées, l'agriculture périurbaine, l'agropastoralisme,